

**Les Citoyens au Courant demandent à l'ONÉ de revoir sa décision  
selon le « traitement expéditif Enbridge »**

**Montréal, le 20 août 2015** -- Les Citoyens au Courant demandent à l'Office national de l'énergie (ONÉ) de prendre au plus 48 heures pour réviser sa décision du 24 juillet 2015 qui modifie à la baisse les tests hydrostatiques de solidité prévus ce samedi à Mirabel. 48 heures, c'est le temps que l'ONÉ a pris pour approuver le plan que la compagnie Enbridge lui a soumis le 22 juillet. Ce plan décrit un test moins exigeant avec une pression de 93 % SMYS au lieu de 100 % SMYS (Specified Minimum Yield Strength) au point le plus élevé du tronçon.

Ces demandes ont été transmises à l'ONÉ par les Citoyens au Courant dans leur plus [récente requête en révision administrative](#) qui demande à l'Office de: 1) suspendre le test prévu samedi à Mirabel et 2) s'en tenir à [son ordonnance du 18 juin dernier](#). Le contraste est frappant entre [l'annonce avec grande fanfare du 18 juin](#) et celle de [l'ordonnance modifiée du 24 juillet](#). Seules les personnes rompues à parcourir le site web inamical de l'Office pouvaient en prendre connaissance (<https://docs.neb-one.gc.ca>).

Les Citoyens au Courant font partie de ces [rares intervenants](#), ayant interpellé l'ONÉ à cinq reprises depuis mars 2015 en déposant des requêtes formelles, avec l'assistance du Centre québécois du droit de l'environnement, pour exiger :

- [un nombre accru de vannes \(9 mars 2015\)](#)
- [une décision motivée sur le test hydrostatique \(26 mai 2015\)](#)
- [une protection de la canalisation durant son inactivité \(9 juin 2015\)](#)
- [un essai hydrostatique sur l'ensemble du pipeline \(20 juillet 2015\)](#)

La toute [dernière requête des Citoyens au Courant déposée hier en urgence \(19 août 2015\)](#) fait état de la baisse de pression résultant de la modification des standards du test acceptée par l'ONÉ. En se basant sur le [plan prévu d'Enbridge pour le test hydrostatique sur le tronçon de Mirabel](#), la requête montre que la pression qui sera exercée au point le plus élevé du tronçon est passée de 866 psi à 805 psi (livres par pouce carré). Ceci correspond à une baisse de 100 % SMYS à 93 % SMYS ou encore de 131 % MOP à 122% MOP (Maximum Operating Pressure). La pression maximale d'exploitation (MOP) est de 661 psi (76.4% SMYS) pour ce tronçon du pipeline.

Cette différence de pression de 61 psi s'avère une réelle baisse des exigences, car elle constitue une réduction de la marge de sécurité d'exploitation du pipeline qui peut être établie suite à la réussite du test hydrostatique. Une telle marge de sécurité se mesure en années de vie utile restantes avant défaillance. Ni Enbridge, ni l'ONÉ n'ont fourni les données ou calculs permettant de mesurer l'impact de la modification cette baisse de pression.

[Le 3 août dernier, les Citoyens au Courant ont informé par écrit le président de la CMM, Monsieur Denis Coderre de cette modification subite et inattendue des standards du test hydrostatique](#). Ils attendent toujours une réponse de sa part.

« Nous souhaitons ardemment qu'une mobilisation massive de nos élus se produise pour rappeler à l'ordre l'ONÉ sur sa mission de protection de la sécurité publique et de l'environnement. C'est notre eau potable qui est en jeu. Malheureusement, le temps joue contre nous. À ce moment-ci, seule une intervention prompte de la CMM ou une pression populaire importante pourra changer le cours des choses » affirme Lorraine Caron, porte-parole des Citoyens au Courant.

Christian Foisy, des Citoyens au Courant, ajoute « J'aimerais que l'eau supplémentaire qu'Enbridge ne veut pas injecter pour obtenir 100% SMYS fasse déborder notre vase collectif pour qu'on exige enfin que l'ONÉ tienne tête au promoteur pipelinier plutôt que de nous imposer un test à moindre pression, [surtout après nous avoir refusé le test hydrostatique sur tous les tronçons](#) ».

Les Citoyens au Courant souhaitent rappeler à M. Coderre qu'une note parfaite c'est 100% (SMYS).